Print

Seth Rich, Craig Murray et les sinistres bureaucrates du National Security State

Par Mike Whitney
Mondialisation.ca, 02 juin 2017
UNZ Review 19 mai 2017
Url de l'article:
http://www.mondialisation.ca/seth-rich-craig-murray-et-les-sinistres-bureaucrates-du-national-security-state/5593187

Pourquoi serait-ce une *« théorie conspirationniste »* de penser qu'un membre dégoûté du Comité National Démocrate (DNC) ait donné les courriels de la DNC à WikiLeaks, mais que cela n'en serait pas de penser que les courriels ont été fournis par la Russie ?

Pourquoi ?

Quel est le scénario le plus probable ? Qu'un employé frustré ait divulgué des courriers indésirables pour embarrasser ses patrons ou qu'un gouvernement étranger ait piraté les ordinateurs du DNC pour des raisons encore inconnues ?

C'est simple, n'est-ce pas ?

L'ancien employé du DNC, Seth Rich, avait non seulement accès aux courriels, mais il avait aussi un motif. Il était énervé par la façon dont l'environnement de Clinton faisait barrage à Bernie Sanders. En revanche, il n'y a ni preuve ni motif reliant la Russie aux courriels. En plus de cela, le fondateur de WikiLeaks, Julien Assange (un homme d'une intégrité impeccable) a nié à maintes reprises que la Russie lui ait donné les courriels, ce qui suggère que l'enquête du gouvernement est très mal orientée. La suite logique serait de suivre les pistes les plus susceptibles de donner des résultats, pas celles qui adoptent le biais politique d'une tierce partie. Mais, bien sûr, la logique n'a rien à voir avec l'enquête actuelle, il ne s'agit que de politique et de géopolitique.

Nous ne savons pas qui a tué Seth Rich et nous n'allons pas spéculer sur cette question ici. Mais nous trouvons très étrange que ni les médias ni le FBI n'aient suivi les pistes qui contestaient le récit dominant, qui proclame le piratage par la Russie. Pourquoi ne le font-ils pas ? Pourquoi les médias sont-ils si désireux d'accuser la Russie alors que Rich semble un suspect beaucoup plus probable ?

Et pourquoi les organismes d'information traditionnels ont-ils mis autant d'énergie à discréditer le dernier reportage de *Fox News* alors que, durant ces dix derniers mois, ils n'ont montré absolument aucun intérêt pour la mort de Rich ?

Un employé du DNC assassiné à Bloomingdale, Seth Rich.

Selon *Fox News* :

> « Le membre du Comité national démocrate qui a été abattu le 10 juillet dans une rue de Washington, DC, à quelques pas de sa maison, avait fait fuiter des milliers de courriels internes à WikiLeaks, ont déclaré des sources policières à *Fox News*.
>
> Un enquêteur fédéral qui a examiné un rapport judiciaire du FBI détaillant le contenu que l'ordinateur de l'employé du DNC, Seth Rich, a généré dans les 96 heures précédant son meurtre, a déclaré que Rich avait pris contact avec WikiLeaks par l'entremise de Gavin MacFadyen, un journaliste d'investigation américain, documentariste et directeur de WikiLeaks, maintenant décédé, qui vivait à Londres à l'époque […]
>
> Rod Wheeler, un détective spécialiste des homicides, retraité, et collaborateur à *Fox News*, qui enquête sur l'affaire au nom de la famille Rich, a fait cette déclaration sur WikiLeaks, ce qui a été corroboré par un enquêteur fédéral ayant parlé à *Fox News* […]
>
> « J'ai vu et lu les courriels entre Seth Rich et Wikileaks, a déclaré l'enquêteur fédéral à *Fox News*, confirmant la connexion MacFadyen. Il a déclaré que les courriels sont en possession du FBI, alors que le cas bloqué est entre les mains du Département de police de Washington.»
>
> *(*« La famille de l'agent du DNC assassiné, Seth Rich, dément le rapport du détective sur les liens avec WikiLeaks », *Fox News)*

D'accord, alors où est l'ordinateur ? Qui a l'ordinateur de Rich ? Faisons le travail d'enquête et voyons ce que cela donne.

Mais le *Washington Post* et les autres fournisseurs de *fausses informations* ne s'intéressent pas à ces questions car elles ne correspondent pas à leur programme politique. Ils préfèrent plutôt s'en prendre à *Fox* pour avoir publié un article qui ne justifie pas leur histoire de piratage russe. Tel est l'état des lieux de la condition catastrophique du journalisme aujourd'hui. Les gros titres sont devenus le domaine des mandarins de la perception qui utilisent cet espace pour façonner l'information en fonction de leurs propres buts diaboliques, et tous les faits qui entrent en conflit avec leurs histoires douteuses sont sauvagement attaqués et discrédités. Les journalistes ne sont plus des enquêteurs qui gardent le public informé, mais des assassins payés qui liquident les points de vue déviant de la ligne du parti.

WikiLeaks ne divulgue jamais le nom des personnes qui leur fournissent des informations. Néanmoins, Assange n'a pas seulement montré un intérêt actif pour le cas de Seth Rich, mais a également offert une récompense de 20 000 $ pour quiconque fournirait des informations conduisant à l'arrestation et à l'inculpation du meurtrier de Rich. Pourquoi donc ? Et pourquoi a-t-il posté un lien vers l'article de *Fox News* sur son compte Twitter, mardi dernier ?

Je ne sais pas, mais si je travaillais pour le FBI ou le *Washington Post*, je remuerais ciel et terre pour le découvrir. Et pas seulement parce que cela pourrait aider l'enquête sur le meurtre de Rich, mais aussi, parce que cela pourrait éclairer le fiasco russe qui sert à jeter les bases d'une procédure de destitution. Ainsi, toute information qui contesterait la version gouvernementale des événements pourrait effectivement changer le cours de l'histoire.

Avez-vous déjà entendu parler de Craig Murray?

Murray devrait être le témoin capital du gouvernement dans le scandale du piratage du DNC, pourtant personne ne sait qui il est. Mais si nous croyons ce que Murray a à dire, nous voyons bien que l'histoire du piratage par la Russie n'est que du vent. Les courriels ont été *« fuités »* par des gens de l'intérieur et n'ont pas été *«piratés»* par un gouvernement étranger. Voici le scoop de Robert Parry, chez *Consortium News* :

> « L'ancien ambassadeur britannique en Ouzbékistan, Craig Murray, a suggéré que la fuite du DNC provenait d'un démocrate *« dégoûté »* par le barrage fait par le DNC à la campagne Sanders et que la fuite concernant Podesta provenait de la communauté du renseignement américain […] Il (Murray) semble avoir entrepris une mission pour WikiLeaks en contactant une des sources (ou un représentant) lors d'une visite, le 25 septembre, à Washington, où il a déclaré qu'il avait rencontré une personne dans une zone boisée d'une université américaine.
>
> […]
>
> Bien que Murray ait refusé de dire exactement sur quoi portait la réunion dans les bois, il pouvait peut-être transmettre des messages sur les moyens de protéger la source contre d'éventuelles représailles, peut-être même un plan d'extraction si la source était en danger juridique ou physique […]Murray a également suggéré que les fuites du DNC et les fuites de Podesta provenaient de deux sources différentes, mais pas du gouvernement russe.
>
> « Les courriels de Podesta et les courriels du DNC sont évidemment deux choses distinctes et nous ne devons pas conclure qu'ils ont tous deux la même source », a déclaré Murray. « Dans les deux cas, nous parlons d'une fuite, pas d'un piratage, en ce sens que la personne responsable de l'obtention de cette information avait un accès légal à cette information […]»
>
> Scott Horton a ensuite demandé : « Est-il juste de dire que vous affirmez que les fuites concernant Podesta proviennent des services de renseignement, de la NSA ou d'une autre agence? »
>
> « Je pense que ce que j'ai dit est certainement compatible avec ce genre d'interprétation, oui », a commenté Murray. « Dans les deux cas, ce sont des fuites opérées par des Américains ».
>
> (« Un coup d'État des services de renseignement aux États-Unis ? », Robert Parry, *Consortium News*)

Avec tout le brouhaha entourant l'affaire du piratage russe, vous pourriez penser que le témoignage de première main de Murray ferait les grands titres, mais pas dans *Homeland Amerika* où la vérité est publiée aussi loin de la première page que possible.

Le pire de tout : le gouvernement a un témoin fiable (Murray) qui peut identifier positivement la personne qui a piraté les courriels de la DNC et, jusqu'à présent, il n'a montré aucun intérêt pour son témoignage. Ne trouvez-vous pas cela un peu bizarre ?

Saviez-vous qu'après dix mois d'enquête, il n'y a toujours pas de preuves tangibles que la Russie ait piraté les élections de 2016 ? En fait, lorsque les agences de renseignement ont été mises sous pression sur la question, elles ont promis de publier un rapport qui fournirait la preuve de l'ingérence russe. Le 6 janvier 2017, le Directeur du National Intelligence (DNI), James Clapper, a publié ce rapport. On l'a appelé *The Intelligence Community Assessment* (ICA) [Evaluation de la communauté du renseignement]. Malheureusement, le rapport est loin des attentes du public. Au lieu d'une arme encore fumante, Clapper a produit une compilation fastidieuse de 25 pages de spéculations, d'ouï-dire, d'insinuations et de charabia. Voici comment le journaliste Robert Parry l'a résumé :

> « Le rapport ne contient aucune preuve directe que la Russie ait livré à WikiLeaks les courriels piratés du Comité National Démocrate ainsi que ceux du président de campagne de Hillary Clinton, John Podesta […] Le rapport du DNI […] tel que présenté, est biaisé et ne présente aucune preuve. En outre, l'utilisation continue du mot *« évalue »* […] suggère que les informations classifiées sous-jacentes sont moins concluantes parce que, dans le monde de l'intelligence, *« évaluer »* signifient souvent *« supposer »*. «
>
> (Le rapport des États-Unis manque encore de preuve sur le *«piratage»* de la Russie, Robert Parry, *Consortium News*)

Répétez : *« le rapport ne contenait aucune preuve directe »*, pas de *« preuve réelle »*, et un grand nombre de *« suppositions »*. C'est pas vraiment un *« pistolet qui fume encore »*, hein?

Si ces *«fines suppositions»* ne semblent pas être un motif suffisant pour destituer un président et son administration, c'est parce que c'est le cas. Mais la situation est encore pire qu'elle ne le paraît, principalement parce que l'information dans l'évaluation n'est pas fiable. Cette ICA a été corrompue par des cadres supérieurs de la chaîne des renseignements qui ont sélectionné des analystes particuliers en qui ils pourraient avoir confiance pour produire un document qui servirait leur programme politique. Vous pensez que je plaisante ? Jetez un coup d'œil à cet extrait d'un article de *Fox News* :

> « Le 6 janvier 2017, la Communauté de renseignement des États-Unis a publié une *Évaluation de la communauté du renseignement* (ICA) qui révèle que la Russie a délibérément interféré dans l'élection présidentielle de 2016 pour favoriser la candidature de Trump […] (mais) il existe des raisons convaincantes de croire que cette ICA était en fait une analyse politisée qui a violé les règles normales d'élaboration des évaluations du renseignement […] pour s'assurer que celle-ci aboutisse à la conclusion que l'administration Obama recherchait. […]
>
> […] Le directeur de l'Intelligence nationale, James Clapper, a expliqué dans son témoignage que deux douzaines d'experts *« chevronnés »* ont été *« choisis un par un »* auprès des agences contributrices et ont rédigé l'ICA *« sous les auspices de son ancien bureau »* […] Alors que Clapper a affirmé qu'on leur avait laissé *« complète indépendance »* pour parvenir à leurs conclusions, il a ajouté que leurs conclusions *« ont été soigneusement examinées et approuvées par les administrateurs des*

trois agences et moi-même ».

Ce processus diffère drastiquement des procédures normales de la Communauté du renseignement. La sélection d'une poignée d'analystes de seulement trois agences de renseignement pour rédiger une évaluation aussi controversée est contraire aux règles permanentes d'examen des analyses dans toute la communauté du renseignement, dans sa structure existante. L'idée d'utiliser des analystes de renseignement choisis dans le cadre d'un processus inconnu pour rédiger une évaluation sur un sujet aussi sensible sur le plan politique, dégage une odeur putride de politisation […]

Le problème majeur de ce processus est qu'il a donné à John Brennan, l'ancien directeur hyper partisan de la CIA, une énorme influence sur la rédaction de l'ICA. Compte tenu des critiques acerbes de Brennan contre M. Trump avant et après les élections, il n'aurait dû n'avoir aucun rôle dans la rédaction de cette évaluation. Au lieu de cela, Brennan a probablement sélectionné les analystes de la CIA qui ont travaillé sur l'ICA et a examiné et approuvé leurs conclusions […]

La façon inhabituelle dont l'Évaluation de la communauté du renseignement du 6 janvier 2017 a été rédigée soulève des questions majeures quant à savoir si l'administration Obama a manigancé pour produire des conclusions qui discréditeraient le résultat de l'élection et la présidence de M. Trump. »

(« Plus de signes que l'évaluation des renseignements concernant l'ingérence russe dans les élections est une manigance », *Fox News*)

Répétez: *« Une analyse politisée qui a violé les règles normales d'élaboration des évaluations du renseignement. »* Cela explique bien des choses, n'est-ce pas ?

Prenons une minute et examinons les principaux points de l'article.

1. Cette Évaluation de la communauté du renseignement est-elle le résumé du travail des 17 agences de la communauté du renseignement ?

Non, ce n'est pas le cas. *« Dans son témoignage du 8 mai à une audience du sous-comité judiciaire du Sénat, Clapper a confirmé […] (que) l'ICA reflète les points de vue de seulement trois agences de renseignement – la CIA, la NSA et le FBI – et pas des 17 existantes. »*

2. Est-ce que l'un des analystes a contesté les résultats dans l'ICA?

Non, le document n'a pas reconnu les points de vue dissidents, ce qui suggère que les analystes ont été jugulés afin de créer un consensus.

3. Des analystes particuliers ont-ils été choisis pour produire l'ICA?

Oui, ils ont été *« choisis un par un par les agences contributrices »* et ont rédigé l'ICA *« sous les auspices de leur ancien bureau »* (le Bureau du directeur du Renseignement national).

4. Est-ce que leur travail collaboratif a été publié publiquement sous sa forme originale?

Non, leurs *conclusions « ont été soigneusement examinées et ensuite approuvées par les directeurs des trois agences et moi »* (Clapper). Cela suggère bien entendu que le document était de nature politique et conçu pour diffuser un message particulier.

5. Les méthodes de Clapper étaient-elles *« normales »* selon les règles des agences de renseignement ?

Définitivement non. *« Ce processus diffère drastiquement des procédures normales de la Communauté du renseignement. »*

6. Clapper et Brennan sont-ils des partisans qui ont exprimé leur opposition à Trump à plusieurs reprises dans le passé, mettant en doute leur capacité à être objectif dans l'exécution de leurs fonctions en tant que chefs de leurs agences respectives ?

Absolument. Découvrez ce clip de l'*Arkansas* en ligne de ce lundi :

> *« Je pense que, à bien des égards, nos institutions subissent une agression, à la fois venant de l'extérieur – et c'est la grande nouvelle du moment, l'ingérence de la Russie dans notre système électoral »*, a déclaré James Clapper, l'ancien directeur des services de renseignement national. *« Je pense aussi que nos institutions sont agressées de l'intérieur. »*
>
> Lorsqu'on lui a demandé : *« de l'intérieur, venant du président ? »* Clapper a déclaré: *« Exactement. »*
>
> (« Clapper traite Trump d'agresseur de la démocratie », arkansasonline)

Brennan a fait de nombreuses déclarations similaires. (Note: Il est particulièrement hypocrite que Clapper, qui a supervisé la mise en œuvre de l'État de surveillance policière, se sente autorisé à parler d'*« agression contre nos institutions »*.)

7. L'ICA prouve-t-elle que quelqu'un de la campagne de Trump était en collusion avec la Russie ou que la Russie a interféré dans les élections de 2016 ?

Non, ce n'est pas le cas. Ce que cela montre, c'est que même si Clapper et Brennan ont peut-être tenté de produire une évaluation qui *« ferait d'une pierre deux coups »* (incriminer la Russie et décrédibiliser Trump en même temps), l'ICA n'est parvenue à aucun des deux objectifs. Jusqu'à présent, rien n'a été prouvé. Maintenant, regardez cette liste que j'ai trouvée dans un article de *The American Thinker*:

> « 12 déclarations publiques de personnalités des deux bords, qui ont examiné les preuves ou en ont été informées, ont confirmé qu'il n'y avait aucune preuve que la Russie essayait d'aider Trump pendant l'élection ou ait travaillé en collusion avec lui :
>
> The *New York Times* (1er novembre 2016);
>
> Le président de la chambre des représentants, Paul Ryan (26 février 2017);
>
> L'ancien patron du DNI, James Clapper (5 mars 2017);
>
> Devin Nunes, président du comité parlementaire sur les renseignements (20 mars 2017);
>
> James Comey, (20 mars 2017);

> Le républicain Chris Stewart, membre du comité parlementaire sur les renseignements, (20 mars 2017);
>
> Le républicain Adam Schiff, membre du comité parlementaire sur les renseignements, (2 avril 2017);
>
> La sénatrice Dianne Feinstein, membre du comité du Sénat sur les renseignements, (3 mai 2017);
>
> Le sénateur Joe Manchin, membre du comité du Sénat sur les renseignements, (8 mai 2017);
>
> James Clapper (encore) (8 mai 2017);
>
> Le Républicain Maxine Waters, (9 mai 2017);
>
> Le Président Donald Trump, (9 mai 2017).
>
> Le sénateur Grassley, président de la Commission juridique du Sénat, a indiqué que l'exposé auquel il a eu droit confirmait l'opinion de Dianne Feinstein selon laquelle le président ne faisait pas l'objet d'une enquête pour collusion avec les Russes.
>
> (« Piratage russe et collusion : mettre les cartes sur la table », *American Thinker*)

Gardez à l'esprit qu'il s'agit d'une liste des personnes qui *« ont vu les preuves »*, et même alors, elles ne sont pas convaincues. Cela montre simplement que le brouhaha médiatique ne repose pas sur des preuves convaincantes, mais sur la détermination d'élites, cachées en coulisses, qui veulent détruire leurs rivaux politiques. N'est-ce pas ce qui se passe réellement?

Comment l'ancien directeur du FBI, James Comey, s'inscrit-il dans tout cela ?

Tout d'abord, voyons qui est Comey, de sorte que les lecteurs n'aient pas l'impression qu'il est le fonctionnaire dévoué et le gars droit dans ses bottes comme l'image qu'il se donne dans les médias. Voici un court extrait d'un article de *Human Rights First* qui aidera à mettre les choses en perspective :

> « Cinq anciens agents du FBI […] ont montré leur inquiétude au sujet de son soutien (celui de Comey) à un mémorandum juridique justifiant la torture et son soutien à la détention, indéfinie et sans inculpation, d'un citoyen américain. Ils ont remarqué que Comey a souscrit à un avis du Bureau du conseiller juridique, le 10 mai 2005, qui autorisait la torture. Bien que les agents aient reconnu que Comey pouvait s'opposer aux techniques de torture combinées et pour des raisons politiques, ils notent que Comey a toujours approuvé la base légale justifiant l'utilisation de tactiques de torture spécifiques.
>
> « Ces techniques incluent l'entrave dans un endroit étroit, le *wall standing*, l'arrosage d'eau glacée, la privation prolongée du sommeil et la simulation de noyade, qui constituent toutes une torture ou un traitement cruel, inhumain ou dégradant, en violation des lois nationales et internationales », indique la lettre.
>
> Ceux qui ont signé cette lettre adressée à la commission se sont également opposés au soutien de Comey à la détention d'Américains, sans inculpation ni procès, et remarquent : «En outre, M. Comey a vigoureusement défendu la décision de l'administration Bush de détenir Jose Padilla, un citoyen américain appréhendé sur le sol américain, sans acte d'accusation ni jugement, pendant des années dans un brick militaire à Charleston, en Caroline du Sud.»

> (« Des agents du FBI demandent au Comité judiciaire du Sénat de se prononcer sur la torture et la détention illimitée », Human Rights First)

Vous commencez à voir ?

Comey est un opportuniste politique vicieux qui ne craint pas de casser quelques jambes pour faire avancer son plan de carrière. Je ne ferais pas confiance à un tel homme, je le virerais plutôt. Ce qui va bientôt arriver *[C'est fait, NdT]*.

Clarice Feldman, journaliste à *l'American Thinker* explique pourquoi Comey a lancé son enquête de contre-espionnage en juillet 2016 mais ne l'a pas notifié au Congrès avant mars 2017, huit mois plus tard. Voici ce qu'elle a dit :

> « Il n'y a qu'une seule explication raisonnable pour que le directeur du FBI, James Comey, lance une enquête de contre-espionnage en juillet 2016, en informant la Maison Blanche et Clapper, mais pas le Congrès. Comey a participé à l'enquête du renseignement à des fins politiques – en connaissance de cause ou pas. »
>
> (« Piratage russe et collusion : mettre les cartes sur la table », *American Thinker*)

Est-ce que nous suggérons que les chefs de la soi-disant Communauté du renseignement sont en guerre contre l'administration Trump et ouvrent la voie à des procédures de mise en accusation et destitution ?

Oui, nous en sommes sûrs. Le fiasco du piratage par la Russie est une opération de changement de régime qui n'est pas différente de celles que la CIA a exécutée une cinquantaine de fois au cours des 70 dernières années. La seule différence est que cette opération se déroule à la maison, c'est pourquoi tout le monde est si perturbé. Ces histoires ne devraient arriver que dans les autres pays.

Est-ce que cette analyse fait de moi un partisan de Donald Trump?

Jamais. L'idée est ridicule. Trump pourrait bien être le pire président américain de tous les temps, de fait il l'est probablement. Mais cela ne signifie pas qu'il n'y a pas d'autres forces néfastes au travail derrière le voile de fumée du gouvernement démocratique. Elles sont là. En fait, toute cette affaire suggère qu'il existe une structure de pouvoir parallèle qui fonctionne complètement hors du radar public et qui tient le gouvernement élu dans ses griffes. Ce groupe d'élites, en grande partie invisible, contrôle des gens comme Brennan, Clapper et Comey. Et, apparemment, ils ont assez d'influence pour défier et peut-être même supprimer un président élu démocratiquement. (Nous verrons bien.)

Et ce qu'il y a d'encore plus surprenant, c'est que les Démocrates se sont alignés sur ces marionnettistes de l'État profond. Ils se sont acoquinés avec les sinistres fonctionnaires de l'État de sécurité nationale et ont sauté dans le train de la destitution. Mais est-ce un choix judicieux pour les Démocrates ?

Le rédacteur Michael J. Glennon ne le pense pas. Voici ce qu'il en dit dans l'édition de mai de *Harper's Magazine*:

> « Ceux qui lutteront contre l'illibéralisme de Trump avec l'illibéralisme de bureaucrates sans limites feraient bien de contempler le précédent que leur victoire va mettre en place.

> […]
>
> L'histoire américaine est pleine de récits sur les dérapages des forces de sécurité non contrôlées, dont une courte liste comprend les *Palmer Raids*, le chantage du FBI sur des dirigeants des droits civils, la surveillance du mouvement anti-guerre, les listes de surveillance de la NSA et le *waterboarding* de la CIA. […] Qui pourrait faire confiance aux auteurs de telles répressions de liberté comme protection fiable contre une future répression ?
>
> (« *Security Breach* – Tump en pleine bagarre avec la bureaucratie », Michael J. Glennon, *Harper's Magazine)*

Oui, qui?

Eh bien, les démocrates.

Mike Whitney

Article original en anglais :

The DNC Hacking Scandal: Seth Rich, Craig Murray and the Sinister Stewards of the National Security State

Traduit par Wayan, relu par Hervé pour le Saker Francophone.

Avis de non-responsabilité: Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Copyright © Mike Whitney, UNZ Review, 2017